

Pour s'en aller

Mille Ukranienens d'Hamilton, menacés de perdre leur emploi par suite des démarches que font pour obtenir de l'ouvrage les soldats revenus du front, viennent de demander au gouvernement d'aider à leur rapatriement en Europe, en leur permettant de s'embarquer au plus tôt. Nous ne tenons pas, disent-ils, à grossir les rangs des sans-travail au Canada. Ils ont raison. Leur conduite générale par ailleurs, pendant la guerre, a été telle qu'on ne peut comprendre pourquoi on les traiterait en ennemis; d'autant plus que c'est l'Etat lui-même qui, avant 1914, les a attirés ici sous toutes sortes de prétextes, leur représentant notre pays comme une terre promise, où il y a de l'emploi pour tout le monde, et leur promettant justice égale pour tous. Il y a au Canada au delà de 300,000 Ukranienens qui, si on sévit contre eux directement ou de façon indirecte, feront une bien petite réclame à notre pays auprès de leurs parents restés en Europe. Le sociologue qui a prédit qu'après cette guerre-ci les immigrants européens, s'il y en a, iront en majeure partie vers l'Amérique du Sud, aura vraisemblablement raison.